l'Eure syndicale Force Ouvrière 27

ROUEN CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 08/02/2024

N° 315 décembre prix : 2,50 €

Sommaire : *P.1 et 2 - Edito ; P.3 - Déclaration du Bureau de l'UD FO 27 ; P.4 - Manifestation du 25 janvier ; P.5 - Manifestation du 1er Février ; P.6 et 7 - Mobilisation du syndicat FO du CH Bernay ; P.8 - Action Plastic Omnium ; Informations ; P.9 - Hommage aux camarades disparus ; P.10 - Le coin des retraités ; P.11 - Partenaires ; P.12 - Manifestation du 21 janvier.*

L'urgence de défendre nos intérêts particuliers et moraux, ceux de notre classe... la classe ouvrière !

« Soignants, soignés tous concernés ! »

« Du fric, des heures, des postes pour les enseignants ! »

« Augmentez les salaires, pas les actionnaires ! »

« Loi immigration, non, non, non à sa promulgation ! »

Toutes ces revendications portées par nos militants FO de l'Eure ces dernières semaines, avec le soutien des salariés du secteur privé ou du secteur public, des jeunes et des retraités montrent que les travailleurs et les travailleuses sont déterminées à défendre leurs droits et à exiger de récolter le fruit de leur travail.

Tous se battent pour défendre les intérêts particuliers et moraux de leur classe, la classe ouvrière.

Cette classe ouvrière qui subit les attaques quotidiennes et méthodiques des politiques publiques ultralibérales initiées souvent ou soutenues par les spéculateurs et le patronat, qu'ils soient dirigeants d'entreprises, actionnaires, exploitants.

Notre rôle est avant tout de défendre ces intérêts-là contre la classe dirigeante qui défend les siens, celui du capital. Il ne faut jamais l'oublier.

Chaque classe défend donc ses propres intérêts qui sont par principe, divergents. Et c'est le rapport de force qui penche d'un côté ou de l'autre qui fait la différence.

Editorial

Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

Notre rôle est donc d'organiser ce rapport de force en notre faveur pour gagner sur nos revendications. Elles sont suffisamment nombreuses et importantes pour rester concentrées avant tout sur celles-ci, en refusant toute récupération et instrumentalisation.

C'est ce que font les personnels et la population de Bernay aux côtés de leur syndicat FO pour la défense de l'hôpital de Bernay. C'est ce que font les personnels de l'Education Nationale en défendant leurs conditions de travail et en refusant la privatisation de l'école publique face à un gouvernement de casse et une ministre qui dès sa nomination a perdu toute crédibilité, tant elle sert les intérêts mercantiles et idéologiques du secteur privé contre le service public.

C'est ce que font les salariés du privé qui se battent quotidiennement pour leurs droits, pour préserver l'emploi et gagner des augmentations de salaires qui leur permettraient de faire face à l'inflation et à l'augmentation des factures.

C'est ce que nous avons fait lorsque nous nous sommes mobilisés dans l'Eure le 21 janvier dernier contre cette loi scélérate et xénophobe *« Asile et Immigration »*, qui va à l'encontre des principes et des valeurs de la République et qui sont contraires à nos valeurs à Force Ouvrière.

Tous les travailleurs sur notre territoire ont des droits et nous devons être à

Retrouvez le journal en format électronique à l'aide du QR ci-dessus

Bulletin de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de l'Eure - 17 ter rue de la côte blanche - 27000 EVREUX

☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@wanadoo.fr - 27.force-ouvriere.org

N° de C.P.P.A.P. : 0626 S 07930 - ISSN 1244 - 9857 - Directeur de Publication : David LECOMTE

leur côté pour les défendre, qu'ils soient français ou étrangers.

Je veux dans ce cadre apporter mon soutien à tous les salariés agricoles, aux saisonniers qui sont encore trop souvent exploités par des exploitants agriculteurs qui ne veulent pas entendre parler de droit du travail, qui abusent de la main d'œuvre bon marché, souvent immigrée d'ailleurs mais pas seulement.

Les agriculteurs se sont mobilisés ces dernières semaines pour les intérêts de leur corporation, celles de leurs exploitations. Ce conflit est survenu dans un contexte particulier, à quelques mois d'élections politiques *(les européennes en juin)* et professionnelles *(à la chambre d'agriculture en fin d'année)*. Ils avaient aussi des revendications parfois antagonistes entre tous les syndicats d'exploitants. C'est aussi une réalité.

Nous pouvons partager un certain nombre de leurs revendications, d'autres moins.

Tout le monde doit pouvoir vivre de son travail dignement.

Par exemple, nous ne pouvons que dénoncer le fait que 18 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté tout comme les pressions qui sont faites par les grands groupes agro-alimentaires et la grande distribution. Les inégalités sont grandes aussi dans ce secteur. Rappelons par exemple que 80% des subventions de la PAC est reversée à seulement 20 % des agriculteurs européens. En France c'est 51 % pour les 20 % plus gros exploitations agricoles.

Mais comment soutenir dans le même temps certaines revendications concernant par exemple la réduction des normes environnementales ? Le 1er syndicat d'exploitants agricoles (la FNSEA) revendiquait notamment *(ils n'ont pas eu gain de cause)* la fin des zones de non-traitement (ZNT), c'est-à-dire une distance de sécurité vis-à-vis des habitations et des milieux protégés, que doivent respecter les agriculteurs lors de l'épandage de produits phytosanitaires. Idem concernant les attaques pendant ce conflit subies par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Ce dossier est donc bien plus complexe que celui présenté par les médias entre autres préférant comme toujours le buzz.

Au-delà des réponses apportées par le gouvernement aux exploitants, certaines peuvent interroger et même inquiéter ne serait-ce que d'un point de vue de santé publique.

Que peut-on ressortir de ce conflit ?

Tout d'abord, il a démontré la différence de traitement du gouvernement en fonction du corps électoral concerné. Les images, les déclarations, les postures, l'instrumentalisation interrogent beaucoup d'entre nous. Notamment celles et ceux qui étaient mobilisés l'année dernière pendant le conflit des retraites...et qui étaient eux aussi soutenus par 85 % de la population !!!

Il a aussi montré, comme nous l'avions expliqué à de nombreuses reprises l'année dernière, que seul le blocage de l'économie nous permettra de pouvoir espérer gagner sur nos revendications. On peut le regretter ou non, mais face aux politiques d'austérités idéologiques qui ne cessent de s'accentuer, nous n'avons pas d'autres solutions.

Un nouveau gouvernement a donc été nommé autour d'un nouveau premier ministre qui est aux ordres d'un président de la République qui ne cesse d'accentuer sa politique de classe contre les travailleurs et les travailleuses de ce pays.

Car la ligne de son nouveau gouvernement est claire. Elle est plus que jamais ultralibérale, destructrice pour les travailleurs et en faveur uniquement des plus riches, des actionnaires, des patrons et de la finance.

Dérégulation, libéralisation, dérèglementation, décentralisation, discriminations, destruction, privatisation, desmicardisation, précarisation, spéculation en tout genre notamment sur les prix et le logement (*En France, on dénombre 330 000 sans-abris et 4,15 millions de mal-logés)*, voilà les politiques publiques promises avec son lot de contre-réformes à venir qui peut se résumer en une formule : *« De la sueur, du sang et des larmes pour la classe ouvrière ! »*

Alors, les salariés actifs, chômeurs et retraités de ce pays ont raison d'organiser le rapport de force syndical.

A nous de prendre notre destin en main, sans tomber dans toute forme d'instrumentalisation politique ou autre. A nous de prendre toutes nos responsabilités en toute indépendance, en préparant le rapport de force interprofessionnel efficace y compris par la grève pour gagner sur les revendications de ceux que nous représentons… la classe ouvrière !

Et en tout premier lieu, pour manger mieux, il faut gagner plus !

Le premier rapport de force donc à engager, face à la bulle inflationniste qui pèse sur nos vies, c'est l'augmentation des salaires dans le privé comme dans le public, des retraites et pensions et des minima sociaux.

C'est une urgence économique, sociale et démocratique !

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE
FORCE OUVRIERE
✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@wanadoo.fr

déclaration du bureau de l'UD FO de l'Eure du 15 janvier 2024

Réuni le 15 janvier, le bureau de l'Union Départementale de l'Eure réaffirme son total soutien aux salariés actifs, chômeurs et retraités qui se battent dans tout le département pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour la préservation de leur emploi et de leur outil de travail ainsi que pour l'augmentation du pouvoir d'achat.

Face à l'inflation galopante et l'augmentation des factures, le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure réaffirme qu'il est urgent d'augmenter significativement les salaires dans le privé comme dans le public. A ce titre le bureau revendique le rattrapage du point d'indice subi depuis 25 ans par les 5,7 millions de fonctionnaires, de revaloriser les retraites et pensions ainsi que les minima sociaux.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure condamne les politiques publiques d'austérité qui s'accentuent cassant notre protection sociale collective, nos services publics, l'emploi privé et public et les droits des travailleurs entrainant toujours plus de précarité.

A l'instar de ce qui se passe sur tout le territoire national, les actions, souvent à l'appel de FO, se multiplient partout dans le département de l'Eure contre les politiques d'austérité, contre les restructurations dans le privé comme dans le public, contre la précarité qui s'accentue.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure apporte son soutien aux personnels de l'hôpital de Bernay et de la population qui sont mobilisés contre les annonces de nouvelles restructurations de l'ARS (fermeture des urgences chirurgicales les weekends, jours fériés et toutes les nuits), la fermeture de l'unité de production cuisine et la suppression de 25 équivalent temps pleins) de la direction et de la mairie de Bernay. Ces décisions affaiblissent l'établissement et mettent en cause la pérennité de l'hôpital, qui a déjà subi en 2019 la fermeture de la maternité.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure soutient également l'appel à la grève illimitée des syndicats FO et CGT du CH Eure Seine à partir du 19 janvier, pour dénoncer les conditions de travail des personnels médicaux et paramédicaux du SMUR.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure apporte également son soutien aux personnels de l'Education nationale qui se mobilisent le 25 janvier à l'appel de la FNEC FP FO de l'Eure pour la défense de l'école publique et pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté, pour le maintien et la création des postes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, pour un vrai statut de fonctionnaires, un vrai salaire pour les AESH et pour le retrait de l'article 2 de l'école inclusive et de l'article 53 du projet de loi de finance créant le PAS.

Enfin, le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure se dit très inquiet des politiques ultra-libérales qui ne cessent de s'accentuer et des politiques qui remettent en cause les libertés individuelles et collectives ainsi que les principes et les valeurs de la République.

Dans ce cadre, la loi *« Asile et Immigration »* est une bascule historique consacrant notamment la préférence nationale qui remet en cause les valeurs et les principes républicains et allant à l'encontre des valeurs de Force Ouvrière, stigmatisant l'étranger et instaurant le dumping social généralisé.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure a exigé son abandon dès l'adoption du texte le 19 décembre dernier.

Le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure appelle à ne pas promulguer cette loi raciste.

Elle dénonce à nouveau tout projet de contre-réforme de l'Aide Médicale d'Etat annoncé par le gouvernement et exige son abandon.

C'est pour cette raison que le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure apporte son soutien aux camarades qui se mobilisent pour l'abandon de cette loi de rejet de l'autre et qu'il appelle avec l'intersyndicale CGT, la CFDT, la FSU et SOLIDAIRES de l'Eure à manifester le dimanche 21 janvier prochain, rendez-vous à partir de 10h00 au quartier de la Madeleine d'Evreux sur le parvis de la maison des solidarités, rue Jean de la Bruyère, pour exiger le retrait de cette loi scélérate.

Evreux le 15 janvier 2024

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE
FORCE OUVRIERE
✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@wanadoo.fr

Communiqué de presse de l'UD FO de l'Eure

Vote de la loi « *Immigration* » : l'UD FO de l'Eure exige l'abandon immédiat de ce texte qui va à l'encontre des principes et des valeurs de la République !

L'Union Départementale FO de l'Eure condamne avec force le vote de la loi « *Immigration* » adoptée par le parlement hier.

Alors que les travailleurs et les travailleuses de ce pays revendiquent plus de pouvoir d'achat, plus de service public, plus de protection sociale collective, alors que de nombreux sondages montrent qu'une majorité de français sont en faveur d'une vraie politique d'intégration et que l'immigration est une source de richesse culturelle (sondage IFOP 2021), ce texte rétrograde, purement électoraliste, est une remise en cause inacceptable de la politique historique d'accueil de notre pays.

Cette loi remet en cause de nombreuses dispositions relatives notamment au droit du sol qui est pourtant un droit instauré depuis des siècles. Il remet en cause l'accès aux prestations sociales, met en place des quotas, instaure la déchéance de nationalité jetant ainsi l'opprobre sur l'étranger et fait du migrant une variable d'ajustement des politiques économiques.

Une honte !

Ce texte stigmatise une fois de plus l'étranger pour satisfaire un discours anti-migrant et du rejet de l'autre.

Toutes ces mesures sont contraires aux principes et aux valeurs républicaines et aux valeurs de la Cgt-Force Ouvrière.

De surcroit le gouvernement semble avoir donné des garanties pour réformer dans les semaines à venir l'AME (l'Aide Médicale de l'Etat) afin de la rendre moins accessible. Si cela se confirme l'accès aux soins pour les étrangers en situation irrégulière arrivant sur notre territoire serait rendu plus difficile avec des conséquences sanitaires sur l'ensemble de la population.

C'est une victoire idéologique que le parlement vient d'apporter à ceux qui portent depuis toujours des idées racistes et xénophobes et qui valide la vision de la société basée sur la préférence nationale prônant le rejet de l'autre.

Une fois de plus l'étranger est le bouc émissaire des politiques publiques ultra-libérales.

La Cgt-Force Ouvrière a toujours combattu en toute liberté et indépendance cette vision de la société basée sur le rejet de l'autre.

Rappelons que la résolution de notre dernier congrès de l'UD d'octobre 2021 réaffirmait : « *Le congrès confirme son combat constant contre toute idéologie raciste, xénophobe, antisémite, homophobe et toute forme de discrimination qui vont à l'encontre des valeurs de la République et des principes fondateurs de la Cgt Force Ouvrière.* »

C'est pourquoi l'Union Départementale FO de l'Eure exige l'abandon immédiat de cette loi nauséabonde anti-républicaine.

Evreux, le 20 décembre 2023

Le 25 janvier, 5 000 manifestants étaient mobilisés pour la défense de l'école publique et contre l'acte 2 de l'Ecole inclusive !

Plus de 5 000 manifestants, dont 150 militants FO de l'Eure, se sont mobilisés le 25 janvier à Paris avec nos syndicats de la FNEC FP FO de l'Eure.

Dans son appel, notre section départementale de la FNEC FP FO 27 rappelait ses principales revendications : pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté, pour le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, pour un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, pour le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive et de l'article 53 du projet de loi de finance créant les PAS.

L'acte 2 de l'Ecole inclusive annoncé par le président Macron confirme en effet qu'il veut aller jusqu'au bout de la destruction des structures spécialisées et adaptées, plaçant tous les personnels, les élèves et les familles dans des situations insupportables et maltraitantes. La mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) a déjà été imposée à l'Assemblée nationale avec l'article 49-3. Les PAS permettraient à l'Education nationale de mettre la main sur les notifications MDPH de manière à réduire encore l'accompagnement dû aux élèves !

L'UD qui était aux côtés des camarades enseignants était également accompagnée de délégations de camarades hospitaliers et territoriaux présents dans le cortège en solidarité des camarades enseignants et parce qu'ils se sentent également concernés par les revendications portées par leurs camarades.

Cette première mobilisation d'ampleur à l'appel de FO seule, en appelait une autre le 1er février à l'appel de l'intersyndicale FSU/FO/UNSA/SOLIDAIRES/CGT

Retrouvez toutes les photos sur le site de l'Union Départementale : 27.force-ouvriere.org

Les enseignants étaient en grève le 1er février contre le "choc des savoirs" mais aussi pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour plus de reconnaissance !

Le 1er février dernier l'intersyndicale FO, CGT, FSU, SUD Education de l'Eure appelaient les personnels de l'Éducation Nationale à la grève et à la mobilisation pour dénoncer les attaques contre l'école publique.

Plus de 400 manifestants ont défilé dans les rues d'Évreux pour dénoncer les conditions de travail qui se dégradent chaque jour dans les établissements scolaires du 1er et du 2nd degré, conditions de travail qui seront encore plus dégradées avec le projet de carte scolaire en cours de discussion pour le 1er et le 2nd degré.

Dans leur cahier de revendications, l'intersyndicale appelait à refuser collectivement la réforme *« choc des savoirs »* et ses groupes de niveaux qui

menacent toutes les disciplines et dégradent tous les enseignements. Ils appelaient également à refuser les DHG *(Dotation Horaire Globale)* mettant en œuvre la réforme, ceci dans le plus grand flou car sans aucun texte officiel, à refuser toute suppression de poste et à réclamer les heures et les postes nécessaires. À ce sujet, le SNUDI FO 27, avec sa fédération la FNEC FP FO 27, a appelé à un rassemblement le mercredi 7 février devant la DSDEN pour manifester contre le projet de plus de 80 fermetures de classes à la rentrée 2024.

Dans son appel à la mobilisation, la FNECFP FO de l'Eure rappelait que rien n'impose aux personnels de travailler à la dégradation de leurs conditions de travail et des conditions d'apprentissage des élèves. Quelle que soit la manière de répartir ces moyens insuffisants, les personnels et les élèves seraient encore tous perdants.

Par conséquent, ils refusent notamment la mise en place des groupes de niveau en 6ème et 5ème qui entraîne la fin du groupe classe en 6ème et 5ème, la confirmation de la suppression de la technologie en 6ème, la suppression des groupes en sciences, la disparition des dispositifs et projets pédagogiques propres à l'établissement, la mise en danger de l'horaire d'enseignement et même, à terme, de l'existence des LCA dans le collège, la remise en cause de la liberté pédagogique, la dégradation des conditions de travail par la multiplication des niveaux à prendre en charge et la programmation d'emplois du temps catastrophiques pour tous.

Pour améliorer les conditions d'enseignement et de réussite des élèves, ils revendiquent donc des heures postes en plus dans les DHG pour avoir des effectifs satisfaisants dans chaque classe, dans chaque discipline. Ils revendiquent également

le respect de leur liberté pédagogique, l'arrêt de toutes les mesures remettant en cause leurs statuts et missions (pacte…), l'abondement des DHG afin de rétablir l'heure d'enseignement en Technologie en 6e, ainsi que toutes les heures d'enseignement disciplinaire nécessaires aux dédoublements.

L'assemblée générale de grévistes qui s'est tenue le matin à la Bourse du travail appelait les personnels à organiser des AG dans les établissements pour amplifier le mouvement.

Retrouvez toutes les photos sur le site de l'Union Départementale : 27.force-ouvriere.org

Nouvelles attaques de l'ARS contre l'hôpital de Bernay

Notre syndicat FO de l'hôpital déterminé à se battre pour la sauvegarde du site

Le 21 décembre dernier notre syndicat FO du CH de Bernay soutenu par le personnel et la population décidait de s'inviter au conseil de surveillance qui se tenait sur place pour dénoncer et exiger l'abandon des annonces faites par l'ARS prévoyant notamment la suppression de 25 ETP, la régulation des urgences par le 15. La fermeture de l'unité de production de la cuisine entraînerait la suppression d'au moins la moitié de effectifs du service notre syndicat FO du CH de Bernay.

Dans la foulée pour accentuer la pression et obtenir l'abandon de ces mesures le syndicat FO lançait une pétition de soutien (voir lien de la pétition en ligne ci dessous)

CENTRE HOSPITALIER DE BERNAY fermetures de services / restriction d'activité / suppression de poste - Petitionenligne.fr

Puis notre syndicat quelques jours plus tard s'invitait la cité administrative d'Evreux dans le cadre de la réunion de présentation du plan régional de santé pour les 4 prochaine années. Une réunion avec les représentants de l'ARS était organisé qui ne débouchera sur aucun réponses concrète.

La mobilisation devait donc se poursuivre et s'amplifier pour la sauvegarde de l'hôpital public de Bernay avec une 1ère manifestation le 13 janvier dans les rues de Bernay.

QR code pétition =

Mobilisation du CH Bernay

A l'appel de FO, le 13 janvier, pour la sauvegarde de l'hôpital

400 manifestants se sont mobilisés le 13 janvier 2024 pour la sauvegarde de l'hôpital de Bernay !

Samedi 13 janvier, à l'appel de notre syndicat FO du CH de Bernay, plus de 400 manifestants ont défilé dans les rues du centre ville de Bernay en plein marché pour alerter sur les décisions de restructuration prises par l'ARS, la Direction et soutenue par la mairie.

L'association "Liberté, Egalité, Proximité" était également associé à cet appel pour la défense de l'hôpital public.

L'Union Départementale FO de l'Eure et de nombreux syndicats FO étaient présents en soutien des camarades et des personnels de Bernay.

A la fin de la manifestation, Thomas DROUET secrétaire du GD FO de l'Eure et travaillant sur le site au nom de son syndicat et des personnels de l'hôpital mettait en avant les raisons pour lesquelles ils s'opposent à ces mesures en prenant des exemples concrets des conséquences de celle-ci, s'ils elles étaient appliquées.

Notre syndicat est très déterminé à amplifier la mobilisation jusqu'à l'abandon des mesures annoncées et la satisfaction de leurs revendications.

Retrouvez les photos et vidéos sur notre site internet et sur le compte Facebook de l'UD @UdfoEure

Dans le cadre des NAO en cours dans l'entreprise, les salariés de Plastic OMNIUM à Vernon/Saint Marcel étaient en grève le 30 janiver à l'appel de l'intersyndicale et en particulier de notre syndicat FO qui est le syndicat majoritaire sur le site.

Pour gagner sur leurs revendications qui n'étaient pas entendues par la direction, les syndicats ont donc appelé au débrayage. Face à la pression, la direction après quelques heures de débrayage décidait de donner satisfaction à l'intersyndicale en acceptant une augmentation générale de 3,7 % avec un talon de 100€ et la prise en charge de l'augmentation de la mutuelle de 13 %.

Patrice LEROUX, notre délégué syndical FO se déclarait satisfait de ce résultat et saluait la mobilisation de ses collègues qui a permis de gagner et de se faire respecter.

Le 30 janvier, les salariés de PLASTIC OMNIUM ont débrayé à l'appel de leur syndicat FO pour exiger de véritables augmentations de salaires !

InFOrmations

FONGÉCIF HAUTE-NORMANDIE
Section locale de l'Eure
Route de Louviers
27930 CAER Normanville
02.32.39.49.43

AGEFOS PME Haute-Normandie
27 place St Marc
76000 Rouen
02.32.88.82.75

Formations syndicales 2024

semaine	date du stage	intitulé	nombre de participants	Observations
7	mardi 13 au jeudi 15 février	Connaître ses droits		Privé et Public
11	lundi 11 au vendredi 15 mars	Découverte FO		Privé et Public
13	lundi 25 au vendredi 29 mars	Comité Social et Economique		Privé
16	mardi 16 au jeudi 18 avril	Je négocie		Privé et Public
20	lundi 13 au vendredi 17 mai	Fonctionnement et communication du syndicat		Privé et Public
47	lundi 18 au vendredi 22 novembre	Santé, Sécurité et Conditions de Travail		Privé
49	lundi 2 au vendredi 6 décembre	Découverte FO		Privé et Public

Les inscriptions se font dorénavant uniquement sur le portail www.e-fo.fr. Pour toute question ou problème d'inscription, de connexion ou information, n'hésitez pas à vous rapprocher du secrétariat de l'UD.

Hommages à nos camarades disparus

Hommage à notre camarade Jean Marc NIEL, militant FO de la SAPN !

Le 20 novembre dernier, notre camarade Jean-Marc NIEL, militant FO de la Société d'Autoroute Paris Normandie nous a quitté tragiquement lors d'une intervention pendant son service.

Au nom de tous les militants FO de l'Eure, nous adressons nos condoléances à sa famille et ses proches.

Jean-Marc était âgé de 48 ans. Il était entré à la SAPN en 1996.

Au moment, de son décès, il était candidat FO sur les listes de notre syndicat aux élections CSE qui devaient se tenir quelques jours plus tard.

Il était présent régulièrement dans les manifestations pour la défense des intérêts particuliers et moraux des travailleurs sous la banderole de son syndicat de la SAPN.

J'ai une pensée toute particulière pour tous nos camarades FO et ses collègues qui étaient proche de lui et leur apporter tout mon soutien.

Son travail, son professionnalisme mais aussi son militantisme était reconnu par tous ceux qui l'ont côtoyé.

Ce drame doit une fois de plus nous rappeler que la sécurité et la santé au travail doivent être une de nos priorités en termes de revendication.

Salut à toi Jean Marc ! Nous ne t'oublierons pas camarade !

Hommage à notre camarade Madeleine NATUREL

Nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de Madeleine NATUREL, le 11 juillet dernier à l'âge de 92 ans, militante de notre Union Départementale. Notre camarade a eu de nombreux mandats pour nous représenter et défendre les intérêts particuliers et moraux des travailleurs de l'Eure. Nous avons une pensée à Francis son époux, qui nous a quitté également quelques temps avant le décès de Madeleine. Il fut aussi adhérent FO au sein de notre Union Départementale.

Nous adressons toutes nos condoléances à sa famille et en particulier Françoise, Jean *(ancien secrétaire de note UD)* et Laurent JAYER, à ses proches et tous les camarades qui l'ont côtoyés.
Les militants de note UD qui se battent quotidiennement contre toutes ses politiques capitalistes ne doivent pas oublier tous ces militantes et militants qui se sont battus comme Madeleine et Francis et qui ont permis de développer l'UD FO 27.

Vous trouverez ci-contre quelques extraits de l'hommage rendu par Jean Louis ERNIS, ancien secrétaire de l'UD FO de l'Eure qui a bien connu Madeleine et qui a milité à ses cotés dans les années 80 et 90.

Salut à vous Madeleine et Francis ! Nous ne vous oublierons pas !

« Rendre hommage à Madeleine est, pour moi, non seulement un plaisir mais aussi un honneur.

Cependant, comment parler de Madeleine sans y associer Francis, son époux ?

De la même manière, comment évoquer le souvenir de Madeleine et Francis en oubliant Thérèse et Henri Accard ?

Sans vouloir dresser une liste complète, je me dois également d'associer à cet hommage Robert Gainon, Jacqueline Duhamel, Gilles Spinard, Yves Gallet, Eliane Elliott et Claude Deschamps, les piliers de l'Union Locale de Bernay, des années 80/90.

(…)

Madeleine était cette militante qui n'avait pas besoin de lettre de rappel pour participer à une réunion syndicale, l'invitation suffisait. Je la vois encore, aux réunions de l'Union locale, assise sur sa chaise, discrète mais très attentive à ce qui se disait. Madeleine n'était pas du genre à monter à la tribune pour se faire remarquer. Quand elle avait quelque chose à dire, elle le disait avec calme et sans animosité.

C'est ainsi que Madeleine assura plusieurs mandats de conseillère prud'homale à Pont-Audemer et à Bernay, dans la section « Industrie », puisqu'elle était salariée de la Télémécanique, au temps glorieux des Télémécaniques.

Elle fut également désignée par l'Union Départementale administrateur de l'Hôpital de Bernay. Mais ce mandat ne l'enchantait pas. Au bout de quelques temps, à sa demande, j'ai dû la remplacer.

Voilà pourquoi, en reconnaissance de son engagement, avec quelques autres camarades, l'Union Départementale lui remit la médaille de la reconnaissance de Force Ouvrière, accompagnée de ce que nous appelions un diplôme.

La vie est ainsi faite, tout a une fin, mais ce qui est certain c'est que je n'oublierai jamais Madeleine Naturel.

Jean Louis ERNIS »

Madeleine et son mari Francis

FO UDR 27 Union Départementale des Retraités FO Eure

Tout va bien !

Roland PERROUX
Secrétaire Général de l'UDR FO 27

Selon L'Organisation de Coopération de et Développement Économique (OCDE), la classe moyenne est représentée par les personnes ayant un revenu compris entre 75 % et 200 % du revenu.

Selon l'Observatoire des inégalités, en 2016, le niveau de vie mensuel des classes moyennes est situé entre 1 265 et 2 275 euros par mois pour une personne seule, entre 2 468 et 4 423 euros pour un couple sans enfant.

	Seuil de pauvreté : 50 % du revenu médian	Limite entre les catégories populaires (30 % inférieurs) et moyennes	Revenu médian (seuil de 50 %)	Limite entre les catégories moyennes et aisées (20 % supérieurs)	Seuil de richesse : double du revenu médian
Personnes seules	781	1 265	1 563	2 275	3 125
Familles monoparentales	1 031	1 654	2 063	3 001	4 125
Couples sans enfant	1 518	2 468	3 036	4 423	6 072

Avec ces critères, les retraités en France seraient, pour beaucoup, dans la moyenne. Les hommes, pour les femmes qui ont été visées par toutes les contre réformes, certaines sont au seuil de pauvreté suivant le tableau ci-dessous :

Tous ces chiffres ne veulent pas dire quand chose ? en voilà d'autres :

A Evreux les restos du cœur distribuent journellement 100 repas chaud par jour dans leur local de la rue Lepouzé à Evreux. Avec l'aide alimentaire des centres de la Madeleine et Gravigny, Ils distribuent 1 700 000 repas annuellement !

En 1985 Coluche a lancé les restos pour une aide d'urgence, ponctuelle, qui en profite ? sans abris, bien sûr, mais aussi étudiants, travailleurs pauvres, retraités… s'il avait su que 40ans plus tard, non seulement cela existerait encore mais que ces aides de plus en plus seraient nécessaires. Je pense qu'il ne se serait pas lancé là-dedans.

Cela démontre que le combat syndical est de plus en plus nécessaire !

En 1948, la création de Force Ouvrière, le slogan était de mémoire, combat pour la liberté, l'émancipation des travailleurs, les revendications, la justice sociale et la paix dans le monde.

Force est de constater qu'il nous reste du chemin à faire.

Dans ces objectifs syndicaux, il y a la vie de tous les jours qui défend les pensions, les retraites, elle est plus nécessaire que jamais.

Au début de ce mois de janvier, s'est tenu le sommet de Davos, patrons et chefs de gouvernement discutent. Les milliardaires autour de cette table ont vu leur fortune augmenter en quatre ans de 34%. Soit une somme de 3 300 milliards donc l'équivalent de la dette de la France en 2023.

Le coin des retraités FO la force syndicale

Pendant ce temps nos retraites augmenteront de 5.3% !

Pendant ce temps, beaucoup de salariés, retraités sont obligés à diminuer leurs achats, à baisser le chauffage, à remettre des soins.

Pendant ce temps, il y a des bruits de bottes, guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, des milliers de morts depuis le 7 octobre, et à l'invasion russe de l'Ukraine, qui fera deux ans en février 2024, aussi des conflits armés de grande ampleur qui se déroulent actuellement au Burkina Faso, Somalie, Soudan, Arménie et Azerbaïdjan, Iran, Yémen, Ethiopie, République démocratique du Congo et les Grands Lacs, le Sahel, Haïti, Birmanie, … ces guerres enrichissent les marchands d'armes, font monter les prix. Toutes ces exactions, tueries, bombardements, viols, ces vies sans aucune sécurité, sans aucun avenir, jettent les populations sur les routes vers un eldorado inaccessible, vers un pays sans guerre,

Mais en France, le gouvernement a poussé la barre à gauche (En navigation pousser la barre à gauche fait virer l'embarcation à droite)

La loi immigration est promulguée avec son cortège de mesure anti- immigrés, anti-jeune, anti-salariés… elle serai sensée diminuer le nombre d'immigrés.

Mais, dans le même temps, le président du Medef insiste sur le besoin « massif » de main-d'œuvre étrangère. Regardez, qui vous soigne à l'hôpital ? Qui s'occupe des parents à l'EHPAD ? Qui construit les maisons ? Qui récolte les fruits et légumes ?

Alors trop ? pas assez ? ce qui est sûr c'est que Force Ouvrière défendra les salariés « quoi qu'il en coute ». Nous ne pouvons laisser sur le chemin des salariés d'où qu'ils viennent.

Face à ces déréglementations, face à ces augmentations du coût de la vie, pour négocier ma retraite, défendre mon niveau vie, défendre le service public républicain, je fais confiance à mon syndicat CGT Force Ouvrière.

Connaître pour savoir, savoir pour agir

Les experts CSE du Groupe Legrand sont là pour vous accompagner, **sur des thématiques financières, juridiques, sociales ou SSCT**, et vous permettre de bien comprendre le périmètre de vos actions, de votre rôle, auprès des salariés que vous représentez.

Groupe Legrand c'est 4 pôles d'excellence…

- Expertise comptable
- Conseil & Assistance Juridique
- Formations CSE - SSCT
- Expertise SSCT

GROUPE LEGRAND

www.groupe-legrand.com
20, rue Brunel - 75017 Paris
01 42 25 30 30
info@groupe-legrand.com

Retour sur la mobilisation contre la loi immigration du 21 janvier

A quelques jours de la décision du conseil constitutionnel concernant la loi "Asile et Immigration" adoptée le 19 décembre dernier, nous étions mobilisés dimanche 21 janvier à l'appel de l'intersyndicale FO-CGT-CFDT-FSU-SOLIDAIRES de l'Eure devant la maison des solidarités dans le quartier de La Madeleine d'Evreux.

Il était important pour l'UD FO 27 et ses syndicats de se mobiliser contre cette loi raciste, qui valide une société prônée par les marchands de haine axée sur le rejet de l'autre et en particulier de l'étranger.

Tous exigeaient l'abrogation de cette loi xénophobe !
Après que les associations d'aides aux migrants et que l'intersyndicale (voir QR code) se soient exprimés pour expliquer les dangers graves en matière de droit du travail, de politique d'accueil sur le territoire national et de respect des valeurs et des principes républicains, les 300 manifestants manifestèrent dans les rues du quartier de la Madeleine à Evreux en direction de l'hôtel de l'agglomération.

Tout au long de cette manifestation les participants appelaient le gouvernement à ne pas promulguer cette loi anti -républicaine.

Le 25 janvier le conseil constitutionnel censura près de 40 % de la loi.

Même si nous ne pouvons que nous en féliciter, il n'en demeure pas moins que cette loi scélérate basée sur le rejet de l'autre reste inacceptable et elle ne doit pas être appliquée.

Evreux

EURE INFOS MARDI 23 JANVIER 2024 actu.fr 6

IMMIGRATION. Ils manifestent pour le retrait d'une loi « raciste et xénophobe »

Plusieurs centaines de militants ont manifesté, dimanche dans les rues de La Madeleine, pour demander le retrait de la loi Asile et immigration avant la décision du Conseil constitutionnel.

Associations de défense des migrants et syndicats ont pris la parole pour demander le retrait de la loi immigration adoptée le 19 décembre par l'Assemblée nationale. Charles GIOVACCHINI

Alors que le Conseil constitutionnel devrait se prononcer le jeudi 25 janvier sur la très controversée loi Asile et immigration adoptée mi-décembre, avec le concours du Rassemblement national et des Républicains, les opposants se sont réunis une dernière fois dans la rue pour faire pression sur l'exécutif. Réunis à l'appel, initialement lancé début janvier par 201 personnalités.

C'est Hélène Henry, représentante de la LDH d'Evreux qui a débuté les (nombreuses) prises de parole pour s'insurger contre « la loi la plus régressive depuis 40 ans » qui, selon elle, « aura des conséquences terribles ». Rejointe par la LDH de Pont-Audemer, la responsable locale de la Ligue des Droits de l'homme a appelé au retrait d'un texte qui « s'attaque aux libertés publiques », « qui fait honte à la France ».

Au contact quotidien des jeunes mineurs isolés et des familles, que le Réseau Éducation Sans Frontières de l'Eure (RESF27) s'efforce d'aider dans leurs démarches de régularisation, Thierry Cattan a rappelé que cette 29e loi en un peu plus de 50 ans, « ce qui suffit à prouver leur inefficacité », prend le problème à l'envers. « Nous voulons dire ici qu'au vu de notre expérience, la migration n'est pas un danger, mais bien une chance pour notre pays ».

À rebours des voix qui portent en continu l'idée d'un soi-disant « problème de l'immigration », contre « la xénophobie [qui] a envahi encore notre pays comme une peste noire », RESF revendique l'idée que « la solidarité, la simple humanité, le souci de l'autre et, au-delà, la simple défense des droits humains sont des richesses pour notre nation ».

Français étrangers, égalité des droits

Point de bascule de ce qu'il considère presque comme un « changement de régime », la loi dite d'immigration va à l'encontre de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la solidarité, des valeurs qui ont fondé la République, juge Vincent Breuil. « Elle ne doit pas passer au risque de transformer notre devise en slogan publicitaire mensonger », a déclaré le militant dans une prise de parole virulente contre une loi qui porte « gravement atteinte aux droits fondamentaux des étrangers ».

Au nom du collectif Solidarité Migrants de l'Eure, il est longuement monté au créneau pour alerter sur la fin de l'état de droit. Évoquant la situation des migrants en Méditerranée, celle des demandeurs d'asile renvoyés à la frontière italienne ou encore le harcèlement des migrants à Calais, Vincent Breuil a dénoncé une forme de torture. Une torture « rendue possible parce que les décideurs politiques craignant la poussée de l'extrême droite vont au moins jusqu'où ils imaginent que pourrait aller l'extrême droite ».

> « L'immigration est une richesse pour notre pays

Avant l'intervention de l'intersyndicale, la représentante du Collectif Étrangers-Français pour l'Égalité des Droits (CEFED), dans une courte intervention, a appelé à la résistance contre la loi. « Nous sommes tous assignés à résistance ! » Y compris les syndicats (CGT FO FSU Solidaires CFDT) qui, par la voix d'Olivier Guillot, s'opposent en bloc contre une loi « dictée par les marchands de haine ». Contre une idéologie basée sur « le rejet de l'autre », contre le principe de préférence nationale, l'intersyndicale craint elle aussi des conséquences terribles et dénonce « une loi raciste et xénophobe » qui « restreint le droit de séjour, accentue considérablement la répression, s'attaque au droit d'asile, au regroupement familial, aux étrangers malades ».

« L'immigration ne coûte pas, c'est une richesse pour notre pays. Les travailleurs et les travailleuses étrangers font rentrer 6 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts » a souligné Olivier Guillot.

Une marche dans l'indifférence

Les centaines de tracts, diffusés dans le quartier par le collectif Solidarité Migrants de l'Eure, comme ceux distribués par les représentants locaux de La France Insoumise (LFI) pour appeler les habitants à rejoindre la lutte, n'ont pas eu le résultat espéré. Dimanche, c'est dans l'indifférence quasi-générale de la population que le cortège des manifestants a traversé le quartier et le marché de La Madeleine.

● Charles GIOVACCHINI

Près de 300 militants ont participé à la marche contre la loi. Charles GIOVACCHINI

Nous sommes tous « assignés à résistance ». Charles GIOVACCHINI

Le cortège a traversé le marché de La Madeleine dans l'indifférence. Charles GIOVACCHINI

<= QR code de la déclaration intersyndicale

Retrouvez toutes les photos et articles de presse sur notre site